

PAUL d'ORTOLI  
EXPERT COMPTABLE D.P.L.E.  
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE DE MARSEILLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES  
INSCRIT PRES LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

LICENCE EN SCIENCES ECONOMIQUES – MAITRE EN SCIENCES ET TECHNIQUES COMPTABLES ET FINANCIERES

**ADDICTION MEDITERRANEE**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

**Siège social : ADDICTION MEDITERRANEE**

**7 Square Stalingrad 13001 MARSEILLE**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

**SUR LES COMPTES ANNUELS**

*Exercice clos au 31/12/2023*



PAUL d'ORTOLI  
EXPERT COMPTABLE DPL  
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE DE MARSEILLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES  
INSCRIT PRES LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

LICENCE EN SCIENCES ECONOMIQUES – MAITRE EN SCIENCES ET TECHNIQUES COMPTABLES ET FINANCIERES

## **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ADDICTION MÉDITERRANÉE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Bureau.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association ADDICTION MÉDITERRANÉE à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Règles et méthodes comptables : L'annexe légale de vos comptes expose les règles et méthodes comptables suivies ainsi que la méthode de présentation des comptes conformément aux principes de base et en conformité avec les articles 120-1 et suivants du Plan Comptable Général, ainsi que les différents textes réglementaires d'application.



PAUL d'ORTOLI  
EXPERT COMPTABLE DPL  
INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE DE MARSEILLE

COMMISSAIRE AUX COMPTES  
INSCRIT PRES LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE

LICENCE EN SCIENCES ECONOMIQUES – MAITRE EN SCIENCES ET TECHNIQUES COMPTABLES ET FINANCIERES

Elle n'appelle pas de commentaire particulier.

- Estimations comptables : L'état des immobilisations et des amortissements, ainsi que les durées de ces derniers, sont détaillés dans l'annexe de vos comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

### **Responsabilités du (des) commissaire(s) aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



**PAUL d'ORTOLI**  
**EXPERT COMPTABLE D.P.L.E**  
**INSCRIT AU TABLEAU DE L'ORDRE DE MARSEILLE**

**COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**INSCRIT PRES LA COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE**

**LICENCE EN SCIENCES ECONOMIQUES – MAITRE EN SCIENCES ET TECHNIQUES COMPTABLES ET FINANCIERES**

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à MARSEILLE, le 30 avril 2024

Le Commissaire aux comptes

**Paul d'Ortoli**



**BILAN ACTIF**

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	<b>Immobilisations incorporelles</b>						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	9 159	9 159	0	0		
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<b>Immobilisations corporelles</b>						
	Terrains						
	Constructions	2 708 856	826 018	1 882 838	1 964 443	81 605	4.15
	Installations techniques Matériel et outillage	580 382	493 374	87 008	61 776	25 231	40.84
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	<b>Immobilisations financières (1)</b>						
	Participations et Créances rattachées	5 412		5 412	5 412		
	Autres titres immobilisés						
	Prêts	52 729		52 729	41 472	11 257	27.14
	Autres	40 611		40 611	40 086	525	1.31
	<b>Total I</b>	3 397 149	1 328 552	2 068 597	2 113 189	44 591	2.11
ACTIF CIRCULANT	<b>Stocks et en cours</b>						
	<b>Créances (2)</b>						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés						
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	399 617		399 617	306 155	93 462	30.53
	Valeurs mobilières de placement	331 705		331 705	431 217	99 512	23.08
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	3 012 807		3 012 807	2 780 133	232 675	8.37
	Charges constatées d'avance (2)	17 527		17 527	20 330	2 803	13.79
	<b>Total II</b>	3 761 656		3 761 656	3 537 835	223 821	6.33
Comptes de Régularisation	<b>Frais d'émission des emprunts (III)</b>						
	<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>						
	<b>Ecart de conversion actif (V)</b>						
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>		7 158 805	1 328 552	5 830 253	5 651 023	179 230	3.17

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

**BILAN PASSIF**

PASSIF		Exercice N 31/12/2023 12	Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres</b>				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires				
	Fonds propres complémentaires	802 848	796 054	6 795	0.85
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires	213 561	213 561		
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	693 884	474 690	219 194	46.18
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité				
	Autres				
	Report à nouveau	28 583	163 329	134 745	82.50
	<b>Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)</b>	36	91 243	91 207	99.96
	<b>Situation nette (sous total)</b>	1 738 913	1 738 877	36	0.00
	Fonds propres consommables				
	Subventions d'investissement	230 837	253 037	22 200	8.77
	Provisions réglementées				
	<b>Total I</b>	1 969 750	1 991 914	22 164	1.11
	Fonds reportés liés aux legs ou donations				
PROVISIONS	Fonds dédiés	1 428 195	1 112 742	315 453	28.35
	<b>Total II</b>	1 428 195	1 112 742	315 453	28.35
DETTE (1)	Provisions pour risques		150 000	150 000	100.00
	Provisions pour charges				
DETTE (1)	<b>Total III</b>		150 000	150 000	100.00
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	656 945	741 291	84 346	11.38
	Emprunts et dettes financières diverses	2 767	2 038	729	35.77
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	86 199	85 800	398	0.46
	Dettes des legs ou donations				
	Dettes fiscales et sociales	573 808	532 283	41 524	7.80
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes		495	495	100.00
	Instruments de trésorerie				
DETTE (1)	Produits constatés d'avance	1 112 590	1 034 459	78 130	7.55
	<b>Total IV</b>	2 432 308	2 396 367	35 941	1.50
	Ecarts de conversion passif (V)				
	<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	5 830 253	5 651 023	179 230	3.17

(1) Dont à plus d'un an  
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
			Euros	%
<b>Produits d'exploitation (1)</b>				
Cotisations	130	120	10	8.33
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	64 690	107 426	42 736	39.78
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	5 141 249	4 976 794	164 455	3.30
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	150 000	35 095	114 905	327.41
Utilisations des fonds dédiés	1 112 742	811 600	301 142	37.10
Autres produits	87 563	83 471	4 092	4.90
<b>Total I</b>	<b>6 556 374</b>	<b>6 014 507</b>	<b>541 867</b>	<b>9.01</b>
<b>Charges d'exploitation (2)</b>				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	815 629	786 992	28 636	3.64
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	300 197	286 707	13 490	4.70
Salaires et traitements	2 654 093	2 516 042	138 051	5.49
Charges sociales	1 233 403	1 205 885	27 517	2.28
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	121 246	116 360	4 885	4.20
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	1 428 195	1 112 742	315 453	28.35
Autres charges	35	29	6	21.48
<b>Total II</b>	<b>6 552 796</b>	<b>6 024 757</b>	<b>528 039</b>	<b>8.76</b>
<b>1 - Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>3 578</b>	<b>10 250</b>	<b>13 828</b>	<b>134.91</b>

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

## COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
			Euros	%
<b>Produits financiers</b>				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	4 746	2 248	2 498	111.10
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
<b>Total III</b>	4 746	2 248	2 498	111.10
<b>Charges financières</b>				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	17 966	19 709	1 743	8.84
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	3 993		3 993	
<b>Total IV</b>	21 959	19 709	2 250	11.42
<b>2. Résultat financier (III-IV)</b>	17 213	17 461	248	1.42
<b>3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)</b>	13 636	27 711	14 076	50.79
<b>Produits exceptionnels</b>				
Sur opérations de gestion		289	289	100.00
Sur opérations en capital	24 500	27 715	3 215	11.60
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		251 240	251 240	100.00
<b>Total V</b>	24 500	279 245	254 745	91.23
<b>Charges exceptionnelles</b>				
Sur opérations de gestion	5 340	4 913	427	8.70
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 488	155 377	149 889	96.47
<b>Total VI</b>	10 828	160 290	149 462	93.24
<b>4. Résultat exceptionnel (V-VI)</b>	13 672	118 955	105 283	88.51
<b>Participation des salariés aux résultats (VII)</b>				
<b>Impôts sur les bénéfices (VIII)</b>				
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	6 585 620	6 296 000	289 621	4.60
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	6 585 584	6 204 756	380 828	6.14
<b>5. EXCEDENT OU DEFICIT</b>	36	91 243	91 207	99.96